

Le Panorama de presse quotidien Nord Pas de Calais - Picardie



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

22 août 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :
Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(2 articles)

 Le Parisien

lundi 22 août 2016

Vos déplacements au cœur de l'enquête (397 mots)

Où VOUS ÊTES-VOUS RENDUS hier ? Pour quelle raison ? Quel mode de transport avez-vous utilisé ? A quelle heure êtes-vous parti et ar...

Page 6

 Le Parisien

lundi 22 août 2016

Les partisans du vélo souhaitent être associés à la réflexion

(233 mots)

Une étude sur les déplacements qui ambitionne de mettre un terme au « tout voiture » ... Valérie Bert, vice-présidente de l'association des usagers ...

Page 7

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)

 LAVOIX
DES
SPORTS

lundi 22 au dimanche
28 août 2016

Les Nordistes rentrent avec cinq médailles (609 mots)

***** Maxime Beaumont (kayak monoplace en ligne 200m, 34ans). Au pied du podium à Londres, le Boulonnais d...

Page 9

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

 Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

lundi 22 août 2016

Le nombre d'exilés qui souhaitent repartir au pays augmente

(557 mots)

Calais n'est plus l'eldorado tant rêvé par les migrants qui parcourent des milliers de kilomètres pour parvenir jusqu'à la ...

Page 11

 Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

lundi 22 août 2016

« Parfois un constat d'échec pour les migrants »(249 mots)

La démarche, même si elle semble facilitée par les agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ...

Page 12

CARNET

(3 articles)

L'union

lundi 22 août 2016

Luc Chapperon, nouveau secrétaire général de la sous-préfecture (581 mots)

Il y a 10 ans, il se voyait gérer des flux dans l'industrie. Finalement, il manage aujourd'hui les seize agents de la sous-...

Page 14

L'union

lundi 22 août 2016

Un plan Préfecture nouvelle génération en préparation (111 mots)

Luc Chapperon débute dans le corps préfectoral alors que pointe à l'horizon 2017 le Plan préfectures nouvelle génération. L...

Page 15

L'AISNE
NOUVELLE

lundi 22 août 2016

L'Aisne change de directeur académique à la rentrée (133 mots)

Vincent Stanek, directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) de l'Aisne, s'appête à quitter notre dé...

Page 16

POLITIQUE RÉGIONALE

(2 articles)

Nord éclair

lundi 22 août 2016

Patrick Kanner se lance dans la course aux sénatoriales (338 mots)

Staple. Le ministre des Sports et de la Ville est candidat pour prendre la tête de la liste des socialistes du Nord aux éle...

Page 18

LA VOIX DU NORD

lundi 22 août 2016

Dominique Dupilet : « Ma retraite politique ? Je la vis durement »(505 mots)

Pas-de-Calais. Ex-député et président du conseil général du Pas-de-Calais de 2004 à 2014, Dominique Dupilet, 71 ans, a cess...

Page 19

POLITIQUE NATIONALE

(3 articles)

L'Libération

lundi 22 août 2016

« Nicolas Sarkozy est le plus proche du peuple de droite. » (312 mots)

Sarkozy se serait-il ravisé ? Aurait-il renoncé à interdire les menus de substitution dans les cantines ? A bannir des sort...

Page 21

LesEchos
LE JOURNAL DE L'ÉCONOMIE

lundi 22 août 2016

Montebourg se déclare candidat à la présidentielle en ciblant Hollande (669 mots)

Arnaud Montebourg est candidat à l'Élysée. L'ancien ministre de l'Économie...

Page 22

VIE DES RÉGIONS

(1 article)

VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Vos déplacements au cœur de l'enquête

4 800 personnes demeurant dans le sud du département vont être interrogées sur leur mode de transports. L'étude servira de base de travail pour réduire « le tout voiture ».

Où VOUS ÊTES-VOUS RENDUS hier ? Pour quelle raison ? Quel mode de transport avez-vous utilisé ? A quelle heure êtes-vous parti et arrivé ? Ceci n'est pas une enquête de police. C'est un échantillon des questions qui seront posées par téléphone à 4 800 Oisiens, entre octobre et janvier.

Selon une récente étude de l'Insee, trois Picards sur cinq quittent leur canton ou leur agglomération de résidence pour aller travailler. Près d'un sur cinq quitte même sa région. Les Hauts-de-France sont ainsi la région dans laquelle les travailleurs sont les plus mobiles et ceux qui vont le plus loin pour occuper un emploi. Pour 80 % d'entre eux, ces déplacements s'effectuent en voiture.

Le syndicat mixte du Bassin creillois et des vallées bréthoises (SMBCVB) s'apprête à orchestrer une vaste étude sur les déplacements dans le sud du département. Sept communautés de communes sont concernées par l'opération, sur un territoire

qui compte 250 000 habitants, soit un tiers de la population du département, répartis dans soixante-trois communes. Selon des données recueillies par le conseil régional, le sud de l'Oise présente en effet des flux plus complexes qu'autour de Beauvais et Compiègne, notamment à cause de l'influence de l'Île-de-France sur les déplacements. La voiture y reste le mode de transport largement plébiscité (75 %).

L'objectif du syndicat mixte est de produire, d'ici à janvier, une « photographie » des déplacements au sein de ce territoire. Elle servira de base de travail pour élaborer des plans de déplacements urbains, avec la volonté, partagée par ces sept communautés de communes, de réduire « le tout voiture ». « Les habitudes en matière de déplacement se sont largement affranchies des limites administratives. Il nous paraissait donc judicieux de mener une étude sur un territoire vaste, rattaché à l'étoile ferroviaire de Creil, pour coordonner les actions liées au trans-

port, résume Alain Boucher, maire (PCF) de Monchy-Saint-Eloi et président du SMBCVB. Nous chapeauterons l'ensemble de la démarche, mais chaque collectivité restera maîtresse de ses choix. »

Relocaliser de l'emploi et faire sortir les flux de transport des cœurs de ville, améliorer le cadre de vie, coordonner les transports collectifs et développer les liaisons douces... Les ambitions de cette étude à plus de 500 000 € sont multiples. Elle comporte aussi un volet lié au transport de fret et une enquête sur le stationnement. ■



par Elisabeth Gardet



Les partisans du vélo souhaitent être associés à la réflexion

Une étude sur les déplacements qui ambitionne de mettre un terme au « tout voiture » ... Valérie Bert, vice-présidente de l'association des usagers du vélo, des voies vertes et véloroutes des vallées de l'Oise (AU5V), salue la démarche. Cette chercheuse à l'Ineris, basé à Verneuil-en-Halatte, est domiciliée à Pont-Sainte-Maxence, commune qui vient d'obtenir un « Guidon d'or » mi-juin pour ses actions en faveur du vélo. Pont est la première ville de l'Oise à bénéficier de cette distinction nationale, décernée par la fédération des usagers de la bicyclette (FUB).

Réduction de la vitesse et bandes cyclables en ville, doubles sens cy-

clables, arceaux de stationnement... Cette commune s'est engagée dans le virage dès 2010, sous l'impulsion des élus locaux et de l'AU5V. « Nous espérons que cette dynamique et cette récompense inciteront d'autres communes à nous emboîter le pas. Parce que l'enjeu est aussi d'assurer les continuités cyclables entre les communes, notamment vers les gares, résume Valérie Bert. A titre personnel, je ferais plus fréquemment le trajet entre mon domicile et mon travail (12 km) à vélo si les conditions de circulation étaient plus favorables aux cyclistes. Il faut lever les freins actuels, comme les problèmes de sécurité et de confort, l'absence d'espaces de stationnement pour les vélos... » Lorsque l'enquête sur les déplace-

ments aura livré ses premiers résultats, l'AU5V espère « être impliquée dans la phase de réflexion et de propositions qui suivra ». ■



Pont-Sainte-Maxence. En juin, la commune a reçu un Guidon d'or pour ses efforts en faveur du vélo. C'est la première ville de l'Oise à bénéficier de cette distinction nationale décernée par la fédération des usagers de la bicyclette. (AU5V.)

par E.g.



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

Les Nordistes rentrent avec cinq médailles

Maxime Beaumont (kayak monoplace en ligne 200m, 34ans). Au pied du podium à Londres, le Boulonnais décroche la médaille d'argent. Travail, persévérance, récompense. Mathieu Bauderlique (boxe, 27ans). Pari gagné pour l'Hénilien, sans repères en revenant chez les amateurs mais terriblement brillant sur le ring pour une belle médaille de bronze. Marc-Antoine Olivier (natation eau libre 10km, 20ans). Surdoué, le jeune Denaisien s'empare déjà du bronze olympique. Des mots émouvants à l'arrivée pour sa copine d'entraînement Aurélie Muller, médaillée d'argent puis disqualifiée.

Jérémy Cadot (fleuret par équipes, 29ans). L'argent olympique donne un bel éclat à la carrière de l'escrimeur héninois qui a brillé avant de piocher un peu en finale face aux Russes. Fabien Gilot (4x100m nage libre, 32ans). Troisième médaille olympique, la deuxième en argent, pour le Denaisien, capitaine du relais, toujours présent au sommet. Un peu moins rapide en finale.

Kafétien Gomis (saut en longueur, 36ans). La huitième place pour sa

première finale olympique (8,05m) suffit au bonheur du Lillois, qui a battu avec les meilleurs. Louise Vanhille (gymnastique, 17ans). Pour son baptême olympique, la Dunkerquoise s'est qualifiée en finale du concours général en battant son record de points. À la hauteur et radieuse! Thomart Simart (canoë monoplace en ligne 200m, 28ans). Le céiste de Saint-Laurent-Blangy est parvenu à se hisser en finale, une belle satisfaction. Un peu court pour la médaille. Nando De Colo (basket-ball, 29ans). Meilleur marqueur des Bleus sur le tournoi, l'Arrageois n'est pas passé à côté mais n'a pas non plus su grandir une équipe de France séchée en quart par l'Espagne.

**

Amandine Henry (26ans), Claire Lavogez (22ans), Kheira Hamraoui (26ans), Sabrina Delannoy (30ans) (football). Grosse désillusion pour l'équipe de France, troisième au classement FIFA et éliminée en quart de finale face au Canada (1-0). Vanessa Boslak (perche, 34ans). Pour ses quatrièmes JO, la Nordiste n'a cette fois pas su se hisser en finale en échouant à 4,45m. Fantine Lesaffre (natation, 21ans). Pour ses premiers JO, la Roubaisienne n'a pas su améliorer ses chronos, ce qui ne lui laissait aucun espoir de finale. Jonathan Lobert (voile, 31ans). En bronze à Londres, il

termine cette fois quatorzième sans participer à la Medal Race. Amandine Lhote (K4 dames, 23ans). La Cambrésienne et les Françaises se sont arrêtées au stade des demi-finales, loin de leur objectif. Nicolas Maréchal (volley-ball, 29ans). L'échec de la Team Yavbou dès la phase de poules est l'une des plus grandes déceptions pour l'équipe de France à Rio. Adrien Bart (canoë-kayak en ligne, 24ans). Le céiste de Saint-Laurent-Blangy n'a pas su prendre place en finale. Saoussen Boudiaf (sabre par équipes, 22ans). Des Jeux forcément au goût amer pour la Roubaisienne, remplaçante, dont l'équipe est tombée dès les quarts de finale.

*

Kristina Mladenovic (tennis, 23ans). On attendait beaucoup et on n'a rien vu. Un tour en simple, éliminée au premier tour en double dames et en double mixte, elle a sombré avec le tennis français. Avec une polémique en prime, l'affaire des tenues montée en épingle après la défaite pour charger la fédération. Totalement à côté de l'esprit d'équipe attendu aux Jeux. À RIO DE JANEIRO, RICHARD GOTTE ■



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Le nombre d'exilés qui souhaitent repartir au pays augmente

Calais n'est plus l'eldorado tant rêvé par les migrants qui parcourent des milliers de kilomètres pour parvenir jusqu'à la frontière. Une fois arrivés dans la Jungle, la plupart d'entre eux sont plus qu'étonnés lorsqu'ils intègrent la Jungle pour la première fois. « Je regrette d'être venu », confiait un ressortissant afghan quelques jours après le démantèlement des commerces de la partie nord de la Lande. Tous les migrants stationnés à Calais ne raisonnent pas de la même manière, évidemment, mais selon la préfecture et les services de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) : « Nous observons une forte augmentation de la demande » de retour au pays. « Les migrants sont de plus en plus dans une impasse », avoue Thibault Du Soulier, responsable du retour à Calais.

Pourquoi la demande augmente-t-elle ?

La première raison a été évoquée ci-dessus : Calais n'est plus aussi attractif qu'auparavant. La zone de la Jungle a diminué de moitié en mars dernier avec l'évacuation de la zone

sud, alors que le nombre de migrants (4500 selon la préfecture du Pas-de-Calais, plus de 7000 selon les associations) ne fait qu'augmenter. Moins de places, plus de monde et des tensions sans cesse grandissantes entre migrants de différentes origines. La deuxième explication se justifie grâce à l'amélioration des informations transmises aux migrants présents à Calais. Thibault Du Soulier donne quelques pistes. « De quatre maraudeurs (les agents qui se déplacent chaque jour sur la Lande) en 2013, nous passerons à 22 agents en septembre. On continue d'investir la Jungle pour fournir des informations sur les demandes d'asile, les départs vers les CAO (centres d'accueil et d'orientation) et les demandes de retour au pays. » « L'essentiel se fait de manière informelle », confirme Jaoued Belmir, chef de site à l'OFII de Calais. On arrive à obtenir leur confiance en étant présent chaque jour. »

Projet de réinsertion au pays

Pour établir une demande de retour au pays, le migrant doit avoir un pro-

jet de réinsertion dans son pays d'origine. « Ça peut être l'ouverture d'une épicerie, d'une boutique de vêtements, l'ouverture d'une ferme ou l'élevage de moutons... » Lorsqu'un migrant décide de faire ce choix, l'OFII prend intégralement en charge le coût des différents déplacements. « Ces personnes doivent se rendre à leur ambassade, à Paris, pour monter leur dossier, ajoute Jaoued Belmir. Un pécule de 650 euros leur est ensuite remis lorsqu'ils arrivent à l'aéroport. Mais ils peuvent changer d'avis jusqu'au dernier moment, avant d'embarquer. C'est déjà arrivé. » « Entre trois et quatre semaines » peuvent se dérouler entre la première prise de contact, le montage du projet professionnel et le retour au pays. Un délai court pour l'administration mais qui peut parfois sembler long pour les migrants. Toute la problématique réside ici : « Certains changent d'avis en cours de route, termine Thibault Du Soulier. Si nous pouvions régler leur dossier en une journée, on n'hésiterait pas. » thomas dagbert ■



« Parfois un constat d'échec pour les migrants »

La démarche, même si elle semble facilitée par les agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) n'est pas simple. Un exilé ayant fui son pays, bien souvent grâce à une aide financière de ses proches restés sur place, ne conçoit pas toujours l'idée de réaliser le chemin inverse. « Pour certains, c'est un constat d'échec », explique Jaoued Belmir, chef de site à l'OFII de Calais. Certaines populations possèdent peut-être plus que

d'autres cette notion d'échec. Les chiffres, même s'ils ne peuvent pas tout expliquer, confirment cette tendance. Sur les 291 dossiers traités cette année au sein de l'OFII figurent 210 Afghans. Les exilés d'Afghanistan représentent plus de 40% de la population de la Jungle, ce qui explique (en partie) cette surreprésentation du peuple afghan. Viennent ensuite les Pakistanais (40 demandes de dossiers en 2016), les Iraniens (26), les Soudanais (12), les Irakiens (1), les Éthio-

piens (1) et les Érythréens (1). Selon les chiffres avancés par l'OFII, le délai moyen de départ par pays (en jours) est là encore plus attractif pour un Afghan qui attendra 22 jours avec d'embarquer dans un avion, contre 65 jours pour un Pakistanais. Ces écarts importants peuvent entraîner des abandons, les demandeurs se retrouvant parfois perdus dans les démarches administratives. ■



CARNET

Luc Chapperon, nouveau secrétaire général de la sous-préfecture

Il y a 10 ans, il se voyait gérer des flux dans l'industrie. Finalement, il manage aujourd'hui les seize agents de la sous-préfecture de Soissons. Luc Chapperon, 27ans, est le nouveau secrétaire général de la représentation de l'État dans l'arrondissement. Il a succédé début août à Laurence Prus, partie occuper de nouvelles fonctions à la préfecture de Laon. Originaire du Nord, il se destinait pourtant aux métiers de la logistique après un bac technologique et un diplôme universitaire technologique (DUT) en qualité logistique industrielle et organisation. Une mauvaise orientation en réalité. « J'ai toujours eu un faible pour le droit. On ne m'en sentait pas capable car j'étais dans une filière technique. Ce n'était pas naturel d'aller en droit ». Après son DUT, avec un peu plus de maturité, il revient au droit public, motivé par son goût pour « l'action publique et la notion d'intérêt général ». À l'époque, il était réserviste dans la gendarmerie et conseiller d'éducation dans un collège à Valenciennes.

Un début de carrière en Martinique

Après une licence et une maîtrise en droit, économie et gestion, mention administration publique à l'institut de préparation à l'administration générale de Valenciennes, il obtient le concours de délégué au permis de conduire et à la sécurité routière. « J'ai occupé ses fonctions en Martinique pendant deux ans. J'encadrais les inspecteurs du permis de conduire et les commissions départementales de sécurité routière. Là-bas, les deux-roues sont beaucoup plus nombreux, avec une absence importante des équipements de sécurité... », détaille le fonctionnaire. Il va ensuite choisir des postes plus tournés vers le développement du territoire. En 2013, il revient ainsi à Valenciennes comme référent territorial à la Direction départementale des territoires et de la mer sur le secteur de la communauté d'agglomération de la porte du Hainaut (CAPH), un territoire de 46 communes et 140000 habitants. « J'étais la porte d'entrée de l'État pour la CAPH. Mon boulot, c'était d'accompagner les projets du

territoire dans toutes les procédures qui concernaient les services de l'État : permis d'aménager, permis de construire, de démolir, études d'impact sur l'environnement... » Il a notamment travaillé sur l'aménagement de la zone d'activité des Pierres blanches, à Denain, à l'emplacement de la friche Usinor, du nom de l'entreprise de sidérurgie dont la fermeture a fait de Denain une des villes les plus pauvres de France. Pour son premier poste de secrétaire général, à la veille d'une évolution des missions des sous-préfectures (voir encadré), il suivra les dossiers locaux au côté du sous-préfet Laurent Olivier et le remplacera en cas d'absence. Il connaissait un peu l'Aisne, pour y avoir des amis, avait entendu parler du vase et du haricot de Soissons, qu'il voit comme « une ville structurante pour le territoire ». Adeptes de course à pied et de randonnées, le jeune homme a déjà repéré qu'il y avait « pas mal de choses à faire dans le secteur, entre les forêts et les cours d'eau ». Rémi HAVYARIMANA ■



Un plan Préfecture nouvelle génération en préparation

Luc Chapperon débute dans le corps préfectoral alors que pointe à l'horizon 2017 le Plan préfetures nouvelle génération. L'arrêt programmé de la délivrance des titres (carte grise, permis de conduire...) par les sous-préfectures au profit de plate-formes spécialisées doit libérer des agents qui se verront confier d'autres missions d'expertise juridique et d'accompagnement des élus, de gestion de crise (inondation, incendie...), de coordination du développement du territoire (dans le domaine économique et de l'habitat) et dans la lutte contre la fraude documentaire. ■



L'Aisne change de directeur académique à la rentrée

Vincent Stanek, directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) de l'Aisne, s'apprête à quitter notre département. Il vient en effet d'être nommé DASEN de l'Hérault en remplacement d'Anne-Marie Filho, qui

part à la retraite. Arrivé en janvier 2015 en remplacement de Jean-Luc Strugarek, cet agrégé de philosophie, spécialiste de Schopenhauer, et docteur es Lettres, a enseigné dans plusieurs universités avant de s'orienter vers une carrière plus administrative,

au ministère tout d'abord, puis comme adjoint au DASEN du Val-de-Marne et DASEN de la Nièvre. On devrait rapidement connaître le nom de son successeur à la tête de l'enseignement public axonais. ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Patrick Kanner se lance dans la course aux sénatoriales

Staple. Le ministre des Sports et de la Ville est candidat pour prendre la tête de la liste des socialistes du Nord aux élections sénatoriales de septembre 2017. Patrick Kanner a fait cette annonce, samedi, à la faveur de sa participation à un hommage à un soldat néo-zélandais mort au combat il y a 100 ans à Staple, petite commune proche d'Hazebrouck. La liste des candidats du PS aux sénatoriales, pas encore bouclée, fera l'objet d'un vote des militants socialistes. « Je pense que les 650 maires du Nord ont besoin d'un représentant qui les comprenne parce qu'il les connaît et je pense les connaître (...) Je reconnais

l'extraordinaire valeur ajoutée des élus pour la démocratie. » Et quand on lui demande s'il n'a pas perdu le contact avec le terrain depuis son entrée au gouvernement, Patrick Kanner réfute : « On me reproche souvent d'être trop dans le Nord depuis que je suis ministre. Je n'ai jamais perdu le Nord. » L'ancien président du conseil général du Nord de 2011 à 2014 sait pourtant que la tâche ne sera pas forcément facile, « nous avons perdu beaucoup d'élus, il faudra se battre voix après voix », estime-t-il en référence au mode de scrutin des sénatoriales, au suffrage universel indirect.

La voie est libre

Le choix de Patrick Kanner lève en tout cas l'hypothèse d'une candidature aux législatives. Abandonnée par Bernard Roman le 22 juillet, pour cause de nomination à la présidence de l'Arafer, la première circonscription aurait pu tenter l'ancien adjoint au maire de Lille, malgré l'opposition de Martine Aubry. Désormais, la voie est dégagée pour François Lamy, député sortant de l'Essonne et présenté comme le successeur sous le beffroi de l'ancienne patronne du PS. ■



Dominique Dupilet : « Ma retraite politique ? Je la vis durement »

Pas-de-Calais. Ex-député et président du conseil général du Pas-de-Calais de 2004 à 2014, Dominique Dupilet, 71 ans, a cessé toutes fonctions il y a 18 mois. Il l'avoue sans ambages : sa retraite politique, il la vit « durement ». Une vraie rupture, après une vie engagée, socialiste, dès 1961. Alors au téléphone, en « vacances permanentes », on percevait dans sa voix comme une pointe douce-amère. Un manque, évident, depuis la fin de son dernier mandat de conseiller général du Boulonnais, son fief. « C'était exemplaire de dire qu'il fallait savoir s'arrêter à 70 ans. C'est la raison qui l'a emporté sur la passion. Quand j'avais 30 ans, je disais que les gens qui avaient 50 ou 60 ans bloquaient le chemin. »

« La gauche, elle doit consulter, écouter »

Avec d'autres, Daniel Percheron ou Jacques Mellick, Dominique Dupilet a été de ceux qui avaient mis fin à l'ère Guy Mollet dans la puissante fédé du

Pas-de-Calais. Nostalgique, donc. Et critique. En quittant l'exercice du pouvoir, Dominique Dupilet a retrouvé une certaine liberté de ton. « Socialiste depuis 55 ans, je me reconnais peu dans ce qui se passe à la tête du pays », lâche-t-il. « En dehors du mariage pour tous, la gauche n'a porté aucun sujet de société ou de civilisation dans ce mandat. C'est une difficulté : la gauche n'arrive jamais au pouvoir quand tout va bien. Elle se sent alors obligée de faire mieux que la droite en matière d'économie... » Le problème, à l'entendre, c'est qu'elle s'y prend mal. « La gauche, elle doit consulter, écouter. Que la droite s'attaque au code du travail, c'est dans la normalité. Mais que ce soit la gauche... Pourquoi avoir posé ce débat-là ? »

« Nous n'avons pas été bons »

Au plan régional, et en particulier sur la présidence Bertrand pour lequel il a voté sans ambiguïté au second tour

en décembre, Dominique Dupilet « attend de voir ». « Pour l'instant, c'est beaucoup de communication. Mais l'alternance n'est pas une mauvaise chose, ça oblige à se remettre en cause. » Manière d'inviter ses camarades du PS à l'introspection. « Le résultat montre que nous n'avons pas été bons. Le pouvoir finit par vous éloigner des réalités. » À ses yeux, les socialistes locaux auraient intérêt à regarder la stratégie des centristes de l'UDI. « Ils font ce qu'il faut, à Saint-Omer, à Arras. Labourer le terrain, avant de penser au national. Le PS doit retrouver ça. Ça prendra du temps. » La sombre perspective des législatives de 2017 le rend d'ailleurs optimiste, d'une certaine façon. « Des baronnies vont disparaître. C'est une chance pour les jeunes du PS qui ont parfois été brimés. » sébastien leroy ■



POLITIQUE NATIONALE

RETOURNEMENT

« Nicolas Sarkozy est le plus proche du peuple de droite. »

Sarkozy se serait-il ravisé? Aurait-il renoncé à interdire les menus de substitution dans les cantines? A bannir des sorties scolaires les mères coiffées d'un foulard? On serait tenté de le croire en découvrant samedi dans le *Figaro* que le maire de Tourcoing, Gérard Darmanin, a finalement décidé de le soutenir dans la primaire des 20 et 27 novembre. Le 11 août dans *Valeurs actuelles*, l'ancien chef de l'Etat a pourtant persisté, tant sur les menus scolaires que sur le combat contre le voile. Pour justifier son revirement, Darmanin qui, en juin, dénonçait encore ces manifestations d'une « laïci-

té punitive », explique à *Libération* qu'il se croit « modestement » en mesure « d'influencer » l'ex-président : « C'est quelqu'un qui écoute les autres, si un raisonnement lui paraît intelligent, il est tout à fait capable de changer d'avis. » Bien plus en phase avec Alain Juppé dans son combat pour l'islam de France, Darmanin est convaincu que ce dernier ne gagnera pas la primaire.

En confiant l'un des tout premiers rôles dans sa campagne à cet ambitieux trentenaire, bon orateur et sans état d'âme, Sarkozy marque un point sur ses rivaux. Il espère surtout se

mettre à l'abri du procès en islamophobie que le zèle de certains de ses lieutenants risque d'alimenter. De son côté, Darmanin, qui se revendique du « gaullisme social », estime que Sarkozy est celui étant le moins tenté par la sirène du libéralisme. La présence à ses côtés du chiraquien et rad-soc François Baroin, à qui aurait été promis Matignon, a, dit-il, « achevé de le convaincre ». A moins qu'un traitement de faveur comparable ne lui ait été réservé. ■

par Alain Auffray et A.a.



Montebourg se déclare candidat à la présidentielle en ciblant Hollande

L'ancien ministre de l'Economie a dénoncé les « erreurs », les « désillusions » et les promesses non tenues.

Arnaud Montebourg est candidat à l'Elysée. L'ancien ministre de l'Economie a officialisé sa candidature dimanche depuis Frangy-en-Bresse, en Saône-et-Loire - où il organise chaque année sa rentrée politique -, entouré par plusieurs centaines de ses partisans et par une quinzaine de parlementaires. Ce n'est pas une surprise. Depuis son retour en politique en mai et son discours depuis le Mont-Beuvray, celui qui était devenu, depuis son éviction du gouvernement en 2014, le vice-président d'Habitat ne cachait presque plus ses ambitions. Restait à bâtir les grandes lignes d'un projet, ce qui a été fait ces trois derniers mois, et à mettre en scène cette candidature.

Frangy-en-Bresse, devenue la fête d'Arnaud Montebourg après avoir été celle de la Rose à l'initiative de l'ancien ministre socialiste Pierre Joxe, et où il avait déclaré sa candidature à la primaire pour la présidentielle de 2012, apparaissait comme une évidence. Arnaud Montebourg n'a pas déclaré s'il s'inscrivait dans le cadre de la primaire que va organiser le PS. Il attend de connaître les conditions d'organisation de la consultation, que Jean-Christophe Cambadélis a promis « transparente et loyale ». Mais son proche entourage considère déjà que le Premier secrétaire du PS n'est pas neutre.

Le made in France d'abord

Si Montebourg est candidat, c'est d'abord parce, à ses yeux, François Hollande ne peut pas l'être. Chargeant violemment l'actuel chef de l'Etat et son quinquennat « pas défendable », il a dénoncé les « erreurs », les « désillusions », ou encore les promesses non tenues depuis 2012. Rien à garder des années Hollande à l'Elysée, auxquelles il a pourtant été associé jusqu'en 2014. « Si je suis candidat au rassemblement d'une majorité de Français, c'est d'abord parce qu'il m'est impossible, comme à des millions de Français, de soutenir l'actuel président de la République », a-t-il dit. A ces mots, la foule massée sur la pelouse du stade de Frangy-en-Bresse, applaudit celui qui veut « créer de toutes pièces une nouvelle direction politique pour le pays ». Du coup, il est difficile d'imaginer aujourd'hui un Montebourg battu à la primaire et soutenant celui qui en reste le favori, François Hollande....

Candidat pour « organiser le retour de la France », Montebourg a décliné les grands thèmes de son programme. L'économie et le made in France d'abord, pour redonner du pouvoir d'achat et réindustrialiser le pays. Il promet de flécher entre 10 et 20 % des montants de l'assurance-

vie vers les PME, de réserver à ces mêmes PME 80 % des marchés publics, de créer une « banque d'encouragement au risque ». Arnaud Montebourg n'hésite pas non plus à agiter le chiffon rouge d'une nationalisation « temporaire ou partielle » d'une grande banque française. Il a parlé de la lutte contre le terrorisme (il souhaite la mise en place d'un service militaire d'une durée de six mois), de la réforme de l'Europe, un peu d'écologie et d'éducation et a renouvelé son souhait d'une réforme des institutions.

Le discours d'Arnaud Montebourg n'était même pas prononcé que la contre-offensive pro-Hollande était déjà lancée. Depuis la rue de Solferino, Jean-Christophe Cambadélis a pointé les incohérences du candidat. « Pourquoi a-t-il choisi François Hollande plutôt que Martine Aubry [à la primaire de 2011, NDLR] ? Pourquoi lui, le démondialisateur, le keynésien, a-t-il avalé tout cru le traité européen, le pacte de responsabilité ? Pourquoi a-t-il choisi Manuel Valls [en 2014, NDLR] ? », a-t-il raillé dans le « JDD ».

Envoyé spécial à Frangy-en-Bresse ■

par Grégoire Poussielgue



Primaire : Sarkozy prêt à quitter les starting-blocks

Le président des Républicains doit annoncer sa candidature jeudi au plus tard. Ses rivaux s'appliquent déjà à en faire un non-événement.

Le secret de Polichinelle n'en sera bientôt plus un. C'est cette semaine que Nicolas Sarkozy officialise sa candidature à la primaire de la droite, qui se déroulera dans tout juste trois mois. Selon le règlement de l'élection, le président des Républicains doit abandonner la tête du parti et se déclarer au plus tard jeudi prochain, soit 15 jours avant la date limite de dépôt des parrainages, le 9 septembre. L'occasion pour l'ancien locataire de l'Élysée - qui sera le 14e candidat déclaré - d'accélérer la cadence de sa campagne qui devrait être axée autour des thématiques régaliennes.

Son entourage refuse de confirmer, mais la déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy pourrait intervenir jeudi, lors d'une réunion publique dans les Bouches-du-Rhône, à Châteaurenard. Une commune loin d'être choisie au hasard car son député-maire, Bernard Reynès, est un ancien proche de Jean-François Copé qui a récemment rallié l'ancien chef de l'État. Les proches de Nicolas Sarkozy assurent qu'il ne s'agit pas d'une provocation envers le député-maire de Meaux, lui aussi engagé dans la primaire, mais veulent y voir un symbole du rassemblement qui s'opérerait autour de l'ancien chef de l'État. « On ne s'occupe pas des autres candidats », tente de

convaincre l'un d'eux. Autre raison de ce choix, la belle cote de popularité dont jouit Nicolas Sarkozy en région Paca. « Il va se lancer sur des terres qui lui sont favorables. Mais c'est aussi une région où le Front national fait de gros scores. Ça confirme qu'il va tenter de parler à cet électorat », analyse Bernard Sananès, le président de l'institut de sondages Elabe. Ces dernières semaines, Nicolas Sarkozy a affiché à plusieurs reprises sa volonté de s'adresser à l'électorat du Parti frontiste. Notamment lorsqu'il a proposé, dans « Valeurs actuelles », de modifier de manière « assez substantielle » le droit du sol.

C'est donc un discours empreint d'autorité et de fermeté que devrait développer le candidat Sarkozy dans un contexte marqué par la menace terroriste. « Dans ce climat, il a pu s'appuyer sur ses fondamentaux régaliens et remonter dans les sondages. Et c'est toujours plus facile d'entrer en campagne quand on est dans une bonne dynamique », explique Bernard Sananès.

« Balladuriser » Juppé

Le moment est important. En cette rentrée, l'ancien président - qui a reçu les soutiens de Gérard Darmanin, Eric Worth et, sans surprise, Chris-

tian Estrosi - entend prendre le dessus sur Alain Juppé, toujours en tête dans les sondages auprès des sympathisants de droite et mieux placé pour battre François Hollande et Marine Le Pen. Même si le président des Républicains a refait son retard chez les sympathisants LR. « Vis-à-vis des élus et de ses militants, Nicolas Sarkozy va vouloir donner le sentiment qu'il est en tête », explique le président d'Elabe, qui résume cette stratégie à une volonté de « balladuriser » Alain Juppé.

Les rivaux de Nicolas Sarkozy, eux, s'appliquent déjà à faire de sa déclaration de candidature un non-événement. « C'est tout sauf un événement ; ça ne va rien changer à notre feuille de route », raille un soutien d'Alain Juppé. « Ce n'est vraiment pas une surprise. Certes, il y aura sûrement un emballement médiatique mais, honnêtement, ça ne change pas la donne de la primaire », renchérit le député de la Drôme, Hervé Mariton. Chez Bruno Le Maire, on relativise aussi l'importance du moment, tout en admettant que l'ambiance de la campagne va changer. « Il va sortir du bois avec tambours et trompettes parce qu'il ne veut personne sur sa route », tacle un proche du candidat.

par A. R.



VIE DES RÉGIONS

La région Ile-de-France lance un plan d'urgence pour les céréaliers

Les récoltes s'annoncent catastrophiques. Une aide de 6 millions d'euros sera débloquée pour l'achat de nouvelles semences.

Les céréaliers franciliens vont payer un lourd tribut aux caprices de la météo. La région a été particulièrement affectée par la pluie et les inondations printanières. La récolte 2016 s'annonce donc catastrophique : -50 % de baisse des volumes en moyenne et jusqu'à -70 % pour certains exploitants. La plus mauvaise moisson depuis 1945. Cette baisse sera donc supérieure à celle, déjà très mauvaise, attendue au niveau national (-30 %), en raison du fort rendement des exploitations franciliennes. Pour de nombreux céréaliers, c'est la douche froide, dans un contexte d'autant plus difficile que la concurrence étrangère devrait, elle, bénéficier de bonnes récoltes.

Pour leur venir en aide, la région Ile-de-France va donc débloquer une enveloppe exceptionnelle de 6,5 millions d'euros, ciblée sur l'aide à l'acquisition de nouvelles semences de qualité et certifiées. Objectif : éviter que les céréaliers ne replantent, comme à l'accoutumée, les graines de cette année, qui seront de piètre qualité.

Maintenir la compétitivité de la filière

« Rien ne serait pire ! Ce serait une double peine, car cela hypothéquerait l'avenir et la qualité des prochaines récoltes. Nous avons des exploitations innovantes, dotées de très bons rendements : il faut préserver le capital génétique des semences », argue la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse. Les cultures céréalières couvrent les deux tiers du territoire agricole francilien. La filière emploie plus de 31.000 personnes en Ile-de-France et compte près de 3.000 exploitations.

Cette aide régionale exceptionnelle pourrait représenter plusieurs milliers d'euros par exploitant. Elle sera fonction du nombre d'hectares à ensemer et sera distribuée rapidement, les achats de semence ayant cours dans les prochaines semaines. « Il s'agit d'aider les exploitants, dont certains risquent, face à des difficultés de trésorerie, de jeter l'éponge. Nous voulons maintenir la compéti-

tivité de cette filière, qui structure l'ensemble de notre activité agricole », explique Valérie Pécresse, qui rappelle que soutenir les exploitations agricoles permet aussi de lutter contre le mitage du territoire francilien.

La région Ile-de-France avait lancé déjà un plan de soutien à l'agriculture locale (élevage, maraîchage), mais les céréaliers, qui tiraient bien leur épingle du jeu, n'en faisaient pas partie jusqu'à présent. Plus récemment, la collectivité a aussi débloqué un fonds d'urgence de 1 million d'euros pour pallier les dégâts occasionnés par les inondations.

Pour les exploitants céréaliers, cette manne régionale viendra s'ajouter à celle déjà promise déjà fin juillet par le gouvernement pour soutenir la filière. Une aide très ciblée sur la trésorerie (fonds de garantie pour alléger les prêts, assouplissement sur la taxe sur le foncier non bâti et sur le remboursement de la TVA...), dont le montant et les contours devraient être bientôt précisés. ■

par Laurence Albert

